

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative
Bâtiment A
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 21/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DOUMEN LOGISTIQUE DORDOGNE

LD LES BOURRIAUDS
1714 route de Nontron
24530 Champagnac-De-Belair

Références : Dipa/UbD24-47/018/2025

Code AIOT : 0100022748

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2024 dans l'établissement DOUMEN LOGISTIQUE DORDOGNE implanté LD LES BOURRIAUDS 1714 route de Nontron 24530 CHAMPAGNAC-DE-BELAIR. L'inspection a été annoncée le 08/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit à la suite de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° BE-2024-01-10 du 26 janvier 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DOUMEN LOGISTIQUE DORDOGNE

- LD LES BOURRIAUDS 1714 route de Nontron 24530 CHAMPAGNAC-DE-BELAIR
- Code AIOT : 0100022748
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise DOUMEN Logistique Dordogne exploite sur la commune de Champagnac-de-Belair un entrepôt de stockage d'une superficie d'environ 10000m². Cet établissement ne figure pas dans les bases de données de la DREAL Nouvelle-Aquitaine. Un contrôle de la situation administrative a donc été mené.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP de Mise en Demeure du 26/01/2024, article 1	Sans objet
2	Situation administrative	AP de Mise en Demeure du 26/01/2024, article 1bis	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le délais de dépose du dossier d'enregistrement est prolongé jusqu'au 30/06/25.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/01/2024, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Régularisation administrative
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.</p> <p>L'exploitant dispose donc de 15 jours pour se positionner vis-à-vis des seuils de la rubrique 1510, en prenant soin de justifier son positionnement (plans, mesures et calculs).</p>
<p>Constats :</p> <p>La société Doumen Logistique Dordogne (DLD) a missionné le bureau d'étude SOCOTEC Environnement pour actualiser le classement du site au regard de la réglementation des ICPE.</p> <p>Le rapport SOCOTEC en date du 12/02/24, précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que le site DLD n'est pas classé SEVESO par dépassement direct d'une rubrique ICPE. Le site n'est également pas classé SEVESO par la règle des cumuls. - au regard des informations recueillies, le classement du site est le suivant :

<i>Numéro de rubrique</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Caractéristiques</i>	<i>Classement - regime ICPE</i>
1510.2.b	Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Quantité combustibles : >500 T Volume total de l'IPD : 114 100 m ³ >50 000 m ³	Enregistrement

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'arrêté ministériel de prescriptions générales correspondants à la rubrique 1510 et au régime de l'Enregistrement est le suivant :

- Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

L'entreprise DLD doit déposer une demande d'Enregistrement du site auprès de la préfecture du département.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/01/2024, article 1bis

Thème(s) : Situation administrative, Régularisation administrative

Prescription contrôlée :

Dans le cas d'un volume supérieur ou égal à 50000 m³, la société Doumen Logistique Dordogne dépose (ou adresse ou télédéclare) un dossier de demande d'enregistrement conformément à l'article R. 512-46-1 et suivants du code de l'environnement complet et recevable en préfecture sous 7 mois à compter de la notification du présent arrêté. L'exploitant fournit dans un délai de 2 mois les éléments justifiants du lancement de la constitution du dossier de demande d'enregistrement.

Constats :

Il est spécifié par l'exploitant qu'il ne peut pas préparer un dossier d'enregistrement si

rapidement, ce qui est indispensable pour lever la non-conformité.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées propose de donner une suite favorable à la demande de l'exploitant et de prolonger le délai du dépôt d'enregistrement du site DLD, jusqu'au 30 juin 2025.</p> <p>La prolongation du délai permettra de mener les différentes études du dossier environnemental d'enregistrement. Une réunion de cadrage, en phase amont de la transmission du dossier, est proposée à l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite